

Notes d'actualité

Philanthropie à portée territorialisée en situation pandémique

Jean-Marc Fontan

Volume 29, Number 2, 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1090482ar>

DOI: <https://doi.org/10.1522/revueot.v29n2.1166>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Université du Québec à Chicoutimi

ISSN

1493-8871 (print)

2564-2189 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Fontan, J.-M. (2020). Notes d'actualité : philanthropie à portée territorialisée en situation pandémique. *Revue Organisations & territoires*, 29(2), 155–157.
<https://doi.org/10.1522/revueot.v29n2.1166>

© Jean-Marc Fontan, 2020



This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

NOTES D'ACTUALITÉ

Philanthropie à portée territorialisée en situation pandémique

Jean-Marc Fontan^a

Les grandes épreuves qui affligent les civilisations se présentent comme des moments privilégiés pour des transformations adaptatives légères ou profondes. Sous l'éclairage de la théorie évolutionniste, ces moments peuvent être considérés comme des laboratoires territoriaux d'apprentissages propices au développement de comportements sociétaux mieux adaptés à l'adversité, qu'elle soit de nature humaine ou pandémique.

Qu'en est-il vraiment? Nous développerons notre réponse sous trois angles.

Premièrement, la situation de confinement décrétée par la majorité des populations des États affectés par le coronavirus nous rappelle l'importance des unités minimales de structuration du lien social. Le confinement nous a regroupés dans des unités de base représentées par des groupes de pairs ou des groupes familiaux situés à l'échelle locale. Face à l'adversité, ces unités de base et l'échelle locale constituent des lieux refuges où la solidarité et le réconfort sont généralement au rendez-vous. Corollairement, le dysfonctionnement de telles unités, la déconnexion représentée par le fait d'être placé en institution (de nature carcérale ou de santé) ou encore la non-existence de tels lieux refuges fragilisent les personnes dans cette situation et amplifient grandement, pour elles, l'ampleur de la crise. Nous ne sommes donc pas tous localement et communautairement équipés de façon égale et équitable pour répondre adéquatement à la pandémie générée par la COVID-19.

Cette réalité nous rappelle toute l'importance des modalités providentielles – publiques, privées ou sociales – qui ont été mises en place pour pallier aux carences de capacité protectrice des communautés territoriales et de leurs unités sociales de base. Ces modalités providentielles donnent l'impression d'être généralement bien adaptées. Toutefois, crise oblige, des dysfonctionnements ou des mal-fonctionnements deviennent alors apparents. Si la crise sanitaire causée par la COVID-19 a attiré, dans ses premiers jours, l'attention en matière de protection des personnes itinérantes, notre attention l'a moins été pour les Centres d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD), ni pour les résidences pour personnes âgées. Théoriquement, nous pensions que ces lieux étaient bien protégés. Toutefois, nombre d'entre eux présentaient des problèmes importants sur le plan des ressources humaines disponibles et des services professionnels requis pour bien servir cette population à risque.

S'il est une première leçon à tirer de la présente crise, elle relève du besoin de revoir nos modalités, dispositifs et politiques publiques ou sociales, dédiées au soutien à déployer auprès de personnes ne disposant pas d'un environnement de base sain dans lequel elles peuvent trouver réconfort et sécurité.

Pour le domaine philanthropique, cela signifie, tant pour les organisations communautaires que pour des fondations subventionnaires, d'avoir une attitude critique et proactive à l'égard du système institutionnel existant afin de détecter les apories et de travailler à la recherche de solutions adaptées.

^a Professeur, département de sociologie, Université du Québec à Montréal, Philab¹/Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)

Deuxièmement, cette crise nous permet de renouer avec les deux visages de Janus. D'une part, nous observons un élan inégalé en matière de solidarité. L'État canadien et le gouvernement du Québec ont rapidement annoncé des mesures providentielles importantes. Des citoyens et citoyennes se sont mobilisés à l'échelle locale pour répondre à l'appel lancé par des organisations communautaires relativement au bénévolat. Des professionnels de tous les milieux ont retroussé leurs manches pour penser des façons différentes d'offrir des services. Ou encore, des artistes des milieux culturels ont fait entendre leur art pour mettre du soleil dans le cœur de tout un chacun.

D'autre part, des comportements racisants et agistes sont apparus à l'égard des personnes âgées ou de la communauté chinoise. Du profilage comportemental a été observé de la part de certains représentants des forces de l'ordre dans l'application des mesures sanitaires de confinement. Sous cet angle moins glorieux, des personnes profitent de la pandémie pour jouer le jeu de la désinformation ou de la malversation, agissant à titre de saboteurs des actions positives mises en place. Lorsque ces personnes sont des individus isolés et disposant de peu de ressources et de pouvoirs, l'impact de leurs actions reste somme toute limité. Toutefois, lorsque ces détracteurs prennent les apparats de chefs d'État, l'impact est alors très important.

Une deuxième leçon de la crise relève de l'importance de pouvoir disposer d'un espace démocratique. Cet espace, sous les traits du visage éclairé de Janus, est source de créativité positive quand il se manifeste sous les apparats de la solidarité, de la compassion, de l'entraide et du don de soi. Au contraire, lorsqu'il est teinté d'autoritarisme et de populisme, il devient source d'ineptie. En menaçant de ne plus contribuer au financement de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le président américain Trump, en pleine pandémie, illustre justement une grande ineptie.

Pour les organisations progressistes de la société civile et pour les fondations subventionnaires, cette situation révèle toute l'importance : 1) d'avoir accès à une information de qualité accessible sur une variété de supports; 2) de bénéficier d'un espace public ouvert à une pluralité de formes démocratiques, allant de la démocratie directe à celle représentative; et, 3) de pouvoir librement tenir des débats et délibérer pour traiter, à différentes échelles territoriales, des petits et grands enjeux de société. Concrètement, d'une part, cela peut conduire les gestionnaires de fondations et les mécènes de grands capitaux à soutenir avec plus de conviction et de fermeté les actions et les initiatives portées par l'action citoyenne. Et ce, même si les récipiendaires des fonds à distribuer sont des donataires non qualifiés. D'autre part, à appuyer les mouvements sociaux et les organisations sociales qui dénoncent l'antidémocratie, qui invalident les droits sous toutes leurs formes et qui s'attaquent au bien commun.

Troisièmement, au-delà des apories du providentialisme social, des comportements malveillants et des postures totalitaires, la pandémie de la COVID-19 nous révèle la présence d'un double réflexe. Le premier est symbolisé par l'affirmation, pleine d'espoir, qu'il y aura une après-pandémie, laquelle serait fondamentalement différente, en meilleur, de l'avant-pandémie. Le second réflexe, plus pondéré et moins émotif, qualifie cette après-pandémie à la façon d'un retour légèrement amélioré à la situation caractérisant l'avant.

Les améliorations souhaitées prennent la forme d'un plan de relance misant sur « des recettes gagnantes » pour assurer une reprise économique rapide de nos activités, par et dans la création d'une richesse nationale visant à renforcer un bien-être collectif mesuré à l'aune de la grande production et, surtout, de la grande consommation.

Dans un scénario d'une reprise sans réelle transition sociale et écologique, peu de ressources sont allouées à la mise en place d'espaces locaux critiques de réflexion. Peu de temps est alloué pour agréger des données probantes sur les problèmes et les apories que nous révèle la pandémie. Nous n'observons pas non plus de réveil des grandes institutions afin de faire entendre des analyses critiques qui permettraient d'identifier des pistes de réponse pertinentes et appropriées aux problèmes mis en lumière par la pandémie au niveau du développement territorial. Renaître de ses cendres, tel un Phénix, sans avoir défini les paramètres de cette renaissance, c'est recycler l'ancien en le parant, tout au plus, d'un récit édulcoré.

Pour les partisans et partisanes d'une après-pandémie de la transition; pour les organisations, entreprises et institutions qui ont appris de cette pandémie et qui désirent s'engager dans la voie d'une renaissance décente du vivre ensemble, il importe de se donner collectivement les moyens et les ressources pour construire une après-pandémie fondatrice d'un monde amélioré.

Cette crise sanitaire mondiale nous fournit une occasion inespérée de penser localement les modalités à venir pour une transition sociale et écologique juste. La nature mondiale de la pandémie nous montre que nous partageons une commune humanité face à cette adversité et aux solutions qui peuvent en découler.

Sur cet enjeu, l'écosystème philanthropique a un rôle à jouer afin de bien faire entendre et comprendre qu'il n'y aura pas d'acceptabilité sociale pour une après-pandémie décevante. Sur ce plan, en se coalisant, les parties prenantes progressistes de la société civile ont une responsabilité à assumer et un leadership social à assurer. Toujours dans ce vaste et important dessein, les fondations subventionnaires et les mécènes peuvent contribuer en mettant leurs ressources financières à disposition afin de faciliter la mobilisation requise pour le passage de l'avant à l'après.

NOTE

- 1 Philab est un réseau de recherche partenariale sur la philanthropie subventionnaire canadien, <https://philab.uqam.ca/>